

**DIRECTION GENERALE DES PERSONNELS
DE L'ENSEIGNEMENT SUBVENTIONNE**

**Enseignement fondamental ordinaire
et spécialisé**

CIRCULAIRE N° 1115

DU 03/05/2005

OBJET : Mise en disponibilité par défaut d'emploi, réaffectation et octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement subventionné libre.

Obligation de reconduction des réaffectations et des remises au travail au 1er septembre 2005.

Réseaux : LS

Niveaux : FOND(Mat/Prim/Ord/Spéc)

Période : année scolaire 2005-2006

- Aux Pouvoirs organisateurs et aux directions des établissements d'enseignement fondamental ordinaire libres subventionnés;
- Aux Pouvoirs organisateurs et aux directions des établissements d'enseignement fondamental spécialisé libres subventionnés;
- Aux Membres de l'Inspection de l'enseignement fondamental subventionné;
- Aux Membres de l'Inspection de l'enseignement spécialisé.

POUR INFORMATION

- Aux Directrices, Directeurs et Chefs de service de la Direction générale des personnels de l'enseignement subventionné;
- Aux syndicats du personnel enseignant;
- Au SEGEC et à la FELSI.

Autorités : Directeur général

Signataire : Alain BERGER

Gestionnaire : Commission centrale de gestion des emplois

Personne-ressource : TRUYE Philippe, bureau 1E159, 44, Bd Léopold II, 1080 BRUXELLES

Tél. : 02/413.25.97

L'article 13, §§1^{er} et 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécialisé précise que :

«§ 1^{er} Les réaffectations et remises au travail effectuées au cours d'une année scolaire par les pouvoirs organisateurs ou à l'initiative des Commissions de gestion des emplois (1) sont reconduites l'année scolaire suivante.

§ 2 La charge reconduite du membre du personnel réaffecté ou remis au travail sera étendue d'office par le pouvoir organisateur dans tous les cas où l'accroissement des prestations est possible et jusqu'à concurrence du nombre de périodes faisant l'objet d'une mise en disponibilité ».

Par conséquent, en application des dispositions réglementaires précitées, les pouvoirs organisateurs sont tenus :

- d'attribuer à nouveau au 1^{er} septembre 2005 un emploi vacant aux membres du personnel dont ils ont disposé par réaffectation ou par remise au travail jusqu'au 30 juin 2005;
- d'étendre d'office la charge de ces membres du personnel dans l'hypothèse :
 - où la perte partielle de charge dans leur pouvoir organisateur d'origine se serait accentuée entre-temps,
 - où le membre du personnel n'a pu être réaffecté l'année antérieure pour la totalité des heures perdues,

et bien entendu dans la mesure où le pouvoir organisateur d'accueil disposerait de périodes disponibles pour accroître la charge des membres du personnel réaffectés.

En tout état de cause, l'extension éventuelle de la charge est accordée à concurrence du nombre de périodes qui font l'objet de la perte partielle de charge ou de la mise en disponibilité par défaut d'emploi.

Le pouvoir organisateur qui ne disposerait plus dans l'ensemble des établissements qu'il organise d'un emploi définitivement vacant à la rentrée scolaire mais d'un emploi temporairement vacant, est tenu de reconduire et éventuellement d'étendre dans cet emploi temporairement vacant la réaffectation ou la remise au travail du membre du personnel dont il a disposé jusqu'au 30 juin 2005.

Dans cette hypothèse, s'il dispose de plusieurs emplois temporairement vacants, il est tenu de confier l'emploi de la plus longue durée.

Enfin, l'obligation générale de reconduction des réaffectations et des remises au travail s'impose également dans les cas où, avec l'accord de la Commission centrale ou zonale de gestion des emplois, la réaffectation ou la remise au travail intervenue en 2004-2005 n'a pas été suivie d'une entrée en service effective du membre du personnel réaffecté.

(1) en ce compris les réaffectations opérées par l'ORCE conformément à l'article 17 bis de l'AGCF du 28 août 1995 et qui ont été entérinées par les Commissions zonales de gestion des emplois.

- 3 -

Dans les cas visés, la Commission a notifié au pouvoir organisateur qu'il devait néanmoins considérer le membre du personnel en cause comme réaffecté ou remis au travail au 30 juin 2005 avec comme conséquence toutes les obligations qui incombent à ce pouvoir organisateur au début de l'année scolaire 2005-2006 vis-à-vis du membre du personnel réaffecté ou remis au travail.

REMARQUES IMPORTANTES :

- 1) En application de l'article 15, § 3, de l'AGCF du 28 août 1995, lorsqu'il y a **CONCURRENCE ENTRE LA RECONDUCTION D'AFFECTATION D'UN MEMBRE DU PERSONNEL PRIORITAIRE SUR BASE DE L'ARTICLE 19 DU DECRET DU 17 JUILLET 2003 (VIOLENCE), DE L'ARTICLE 18 DU DECRET DU 30 JUIN 1998 (D+) ET LA RECONDUCTION D'UNE REAFFECTATION (OU D'UNE REMISE AU TRAVAIL)**, les règles sont les suivantes :
 - lorsque le pouvoir organisateur doit satisfaire à une réaffectation interne et à une priorité « article 19 » ou « article 18 », la réaffectation est prioritaire;
 - lorsque le pouvoir organisateur doit satisfaire à une reconduction de réaffectation et à une priorité « article 19 » ou « article 18 », la reconduction de la réaffectation est prioritaire;
 - lorsque le pouvoir organisateur doit satisfaire à une reconduction de réaffectation et à une reconduction d'une priorité « article 19 » et/ou « article 18 », la reconduction de la priorité « article 19 » est prioritaire sur la reconduction de la priorité « article 18 », laquelle a priorité sur la reconduction de la réaffectation;
 - lorsque le pouvoir organisateur doit satisfaire à une réaffectation interne d'un membre de son personnel et à la reconduction d'une priorité « article 19 » et/ou « article 18 », la réaffectation est prioritaire.
- 2) La reconduction d'une réaffectation est prioritaire sur l'attribution d'un emploi à un membre du personnel temporaire et ce quelle que soit son ancienneté.

X
X X

Cela étant, l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement précité dispose également qu'une réaffectation ou une remise au travail cesse ses effets à partir du moment où :

- 1°) le titulaire de l'emploi est de retour si la réaffectation est temporaire;
- 2°) le membre du personnel retrouve un emploi vacant auprès du pouvoir organisateur qui l'a mis en disponibilité;

- 3°) le pouvoir organisateur qui a accueilli le membre du personnel réaffecté doit satisfaire à l'une des obligations reprises ci-après :
- faire appel à tout membre du personnel qu'il a mis lui-même en disponibilité dans la même fonction;
 - faire appel à tout membre du personnel mis en disponibilité dans la même fonction dans un établissement qu'il a repris à un autre pouvoir organisateur;
- 4°) la Commission centrale de gestion des emplois aura, à la demande du pouvoir organisateur ou du membre du personnel, mis fin à la réaffectation ou à la remise au travail du membre du personnel suivant les conditions et modalités fixées par le Ministre compétent;

- 4 -

- 5°) le membre du personnel réaffecté ou remis au travail remplit les conditions pour bénéficier d'un nouvel engagement à titre définitif dans sa nouvelle fonction et qu'il n'utilise pas la faculté qui lui est offerte de répondre positivement à une offre d'engagement à titre définitif lancée par le pouvoir organisateur où il a été réaffecté ou remis au travail;
- 6°) le membre du personnel ne souscrit pas ou ne respecte pas les obligations reprises aux articles 14 et 21 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

Il **peut** également être mis fin à cette réaffectation ou cette remise au travail :

- de commun accord;
- en cas de faute grave;
- sur décision de la Commission de gestion des emplois **compétente** saisie par le pouvoir organisateur ou le membre du personnel.

En l'occurrence, il s'agit de la **Commission centrale de gestion des emplois**.

La saisine de la Commission se fait selon la procédure suivante :

- a) Le pouvoir organisateur (enseignement ordinaire ou enseignement spécialisé) qui estime que le maintien d'une personne réaffectée ou remise au travail présente des inconvénients majeurs, notamment d'ordre relationnel, et qui, par conséquent, ne souhaite pas reconduire en 2005-2006 la réaffectation ou la remise au travail de cette personne réaffectée ou remise au travail et/ou le membre du personnel qui ne souhaite pas que sa réaffectation ou sa remise au travail précédente auprès du pouvoir organisateur soit maintenue en 2005-2006, doivent introduire pour **le vendredi 3 juin 2005 au plus tard**, le cachet de la poste faisant foi, une demande écrite à l'adresse suivante :

<p>MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE Commission centrale de gestion des emplois de l'Enseignement fondamental libre subventionné Espace 27 Septembre</p>
--

Local 1^E159
Monsieur Philippe TRUYE – Secrétaire
Boulevard Léopold II, 44
1080 BRUXELLES

b) Chaque demande introduite par un pouvoir organisateur ne sera **déclarée recevable et instruite** par la Commission que si les conditions suivantes sont remplies :

- être dûment motivée;
- avoir **été soumise au membre du personnel** intéressé.

Celui-ci doit **viser** le document et le restituer dans les trois jours après y avoir apporté, s'il échet, les observations qu'il juge nécessaires.

- 5 -

c) De même, la demande dûment motivée établie **par un membre du personnel** est soumise au **pouvoir organisateur concerné**.

Le pouvoir organisateur ou son délégué dûment mandaté **viser** le document dans les trois jours et le restitue après y avoir apporté, s'il échet, les observations qu'il juge nécessaires.

d) Les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel doivent attendre la décision de la Commission centrale de gestion des emplois avant de pouvoir considérer qu'il sera mis fin, à partir du début de l'année scolaire 2005-2006, à la réaffectation ou à la remise au travail dont question ci-dessus.

e) Enfin, s'il est mis fin à la réaffectation ou à la remise au travail de commun accord, comme le prévoit l'article 13, § 4, de l'arrêté du 28 août 1995 précité, le Pouvoir organisateur est tenu de communiquer au Secrétariat de la Commission centrale de gestion des emplois et dans les mêmes délais la notification de cet accord signé par le membre du personnel et par une autorité qualifiée du Pouvoir organisateur.

REMARQUE

Les demandes à introduire auprès de la Commission centrale de gestion des emplois ne visent que les réaffectations et les remises au travail **externes**, c'est-à-dire les réaffectations et les remises au travail des membres du personnel mis en disponibilité ou déclarés en perte partielle de charge par un autre Pouvoir organisateur (à l'exception du personnel d'un établissement repris à un autre Pouvoir organisateur).

Il va de soi, en effet, que la Commission centrale de gestion des emplois n'a pas la compétence légale pour délier un Pouvoir organisateur de ses obligations vis-à-vis des membres de son personnel ou du personnel d'un établissement qu'il a repris à un autre Pouvoir organisateur.

X X
X

Les pouvoirs organisateurs sont tenus de communiquer la présente circulaire à tous les membres du personnel qu'ils ont mis en disponibilité par défaut d'emploi ou déclarés en perte partielle de charge, ainsi qu'à ceux qui ont été réaffectés ou remis au travail par leurs soins ou par les Commissions de gestion des emplois.

Pour leur attention à ce qui précède, je les remercie déjà.

Le Directeur général,

Alain BERGER,
Président de la Commission centrale de gestion des
emplois